



[Home](#) [News](#) [Interview Eric Ng Ping Cheun](#)

Interview Eric Ng Ping Cheun



Written by Administrator
Sunday, 07 August 2016 22:23

Interview : Eric Ng Ping Cheun, économiste et directeur de PluriConseil



'C'est un budget pré-électoral, présenté par un aspirant Premier ministre...'

...lorsqu'on voit la timide réaction de Duval et la bonne disposition de Bérenger devant ce budget, toutes les spéculations sont permises'

* 'Sans des réformes structurelles, il sera difficile de booster la croissance économique'

* 'Du moment qu'on baisse le taux d'intérêt, qu'on déprécie la roupie et qu'on n'augmente pas les taxes directes, tout est beau pour notre secteur privé'

L'heure des spéculations a laissé la place à la présentation du budget le vendredi 29 juillet 2016. Quels sont les grands axes du budget ? Le ministre des Finances a-t-il apporté des innovations et comment ? De quelle manière les nouvelles mesures préconisées par le ministre affecteront-elles la vie du citoyen ordinaire, notamment les jeunes en situation de recherche d'emploi ? Eric Ng Ping Cheun, économiste et directeur de PluriConseil, nous en parle.

Mauritius Times : Pouvez-vous nous dresser d'abord un état des lieux de la situation économique du pays ?

Eric Ng Ping Cheun : Lors de sa conférence de presse tenue deux semaines avant le budget, le ministre des Finances avait fait un état des lieux de l'économie mauricienne au 31 décembre 2014 et de la performance économique de 2015, pour dire que celle-ci a été « honorable » après « une situation catastrophique » héritée par le Gouvernement. C'était un discours très politique, posté sur la plateforme Mauritius Finance, gérée par le Board of Investment. On a ainsi voulu donner un air de respectabilité à ce qui était, de toute évidence, un message de propagande.

Les chiffres de Statistics Mauritius montrent clairement que les principaux indicateurs économiques se sont détériorés l'année dernière par rapport aux deux années précédentes. La croissance réelle du produit intérieur brut (PIB) était de 3,0% en 2015, contre 3,6% en 2014 et 3,4% en 2013. L'investissement global a chuté à 17,5% du PIB en 2015, contre 18,9% en 2014 et 20,9% en 2013. L'investissement privé est tombé à 12,7% du PIB en 2015 alors qu'il était de 14,1% en 2014 et de 16,0% en 2013. Les exportations de biens ont connu une contraction de 1,8% en 2015 après une expansion de 12,1% en 2014 et de 4,6% en 2013. Le secteur textile, en particulier, a régressé de 2,8% en 2015 après avoir progressé de 4,2% en 2014 et de 2,6% en 2013.

Dans le budget de l'année dernière, le ministre des Finances d'alors nous avait promis, pour l'année 2015-2016, une croissance économique de 5,3%, un investissement global de 24,8% du PIB, des exportations de biens et services de 52,8% du PIB et une dette du secteur public (selon la définition internationale) de 58,6% du PIB. Il n'a atteint aucun de ces objectifs, puisqu'on a finalement eu une croissance de 3,4%, un investissement global de 18,0% du PIB, des exportations de biens et services de 48,4% du PIB et une dette du secteur public de 65,0% du PIB. En somme, une véritable contre-performance.

*** Qu'en est-il précisément de l'état de nos finances publiques ?**

Il n'y a pas eu et il n'y aura pas d'amélioration de l'état de nos finances publiques. Je trouve intellectuellement malhonnête qu'on utilise des termes seulement pour la forme et qu'on fait exactement le contraire. Le discours budgétaire parle de « strict fiscal discipline ». Or il n'y a rien de strict et il n'existe aucune discipline.

Là encore, les chiffres parlent d'eux-mêmes, et ils sont du ministère des Finances. Premièrement, si on veut vraiment ramener la dette (statutaire) du secteur public à 50,0% du PIB en 2018, il faut la faire baisser dès cette année. Or que voyons-nous ? Elle était de 55,6% du PIB au 30 juin 2016, et le ministère entend la laisser au même niveau au 30 juin 2017. D'ailleurs, il n'a aucune intention de réaliser son objectif de

50,0%, puisqu'il indique, dans son Medium Term Macroeconomic Framework, que cette dette statutaire sera de 54,9% du PIB au 30 juin 2018 et de 53,0% au 30 juin 2019. Les investisseurs peuvent-ils trouver crédibles les déclarations publiques des autorités ?

Deuxièmement, comment peut-on parler de discipline lorsqu'on fait augmenter les dépenses publiques ? Elles passeront de 24,4% à 26,0% du PIB d'une année à l'autre, ce qui constitue une hausse sensible. Les dépenses courantes, même en excluant les dépenses incompressibles que sont les salaires et les intérêts, vont s'accroître de Rs 6 milliards, ou de 10,5%, sur un an. On se retrouvera avec un déficit courant (dépenses moins revenus courants) plus élevé, soit l'équivalent de 2,0% du PIB. Si l'on exclut les intérêts, on a toujours un déficit primaire de 0,8% du PIB, soit Rs 3,7 milliards.

Troisièmement, le déficit budgétaire restera toujours au-dessus de 3,0% du PIB, ce qui est considéré par les institutions internationales comme le seuil à ne pas dépasser. Le ministère vise 3,3% pour l'année 2016-2017. Cela représente un déficit de Rs 15 milliards. Mais il est véritablement plus élevé car il faut y ajouter les Rs 3,6 milliards pris des fonds spéciaux (National Resilience Fund et Build Mauritius Fund), ce qui ramène le déficit budgétaire à 4,1% du PIB. De plus, si on exclut le don de Rs 4,1 milliards du gouvernement de l'Inde pour cette année, le déficit budgétaire s'élève à 5,0% du PIB !

Il convient justement de faire ressortir que nous arrivons à contenir notre déficit public grâce aux Rs 4,7 milliards de dons des gouvernements étrangers, aux Rs 1,7 milliards de dons d'organisations internationales, aux Rs 1,7 milliards de revenus tirés de la State Trading Corporation et aux Rs 950 millions de revenus provenant de la Financial Services Commission (FSC), entre autres. Les dons étrangers à eux seuls représentent 1,4% du PIB. Soulignons aussi que les recettes fiscales augmenteront de Rs 6,5 milliards (+8,3%). Où est l'effort propre du ministère des Finances en matière de discipline fiscale ?

*** Le Budget de 2016-2017 répond-il, à votre avis d'économiste, aux grands défis qui guettent le pays présentement sur le plan local, et aux incertitudes sur nos principaux marchés d'exportation ? Les conditions sont-elles réunies pour réussir le redécoupage de notre économie ?**

On nous avait annoncé « un budget de rupture », mais jusqu'ici personne ne sait de quelle rupture il s'agit. Si le Gouvernement veut désormais redistribuer avant de produire – comme semble l'indiquer le budget de 2016-2017 avec une hausse de Rs 2 milliards (+8,0%) des bénéfices sociaux – alors oui, c'est une rupture par rapport à la vision qui a fait notre succès économique.

Je dis bien redistribution, ce qui est une notion différente de la distribution. Le marché distribue par lui-même les richesses qu'il produit, sous forme de salaires et de profits. L'Etat redistribue, grâce à la taxation directe, une partie des salaires et des profits générés par les producteurs. La redistribution se fait aussi sur le dos des consommateurs via les taxes indirectes.

Tout le monde s'accorde à dire que nous sommes dans une crise économique. A Maurice, la croissance réelle de la production nationale est restée en-dessous de 4,0% ces sept dernières années, et la production industrielle n'a crû que de 0,2% en 2015. Le bon sens commande qu'on mette l'accent sur la relance de la production, c'est-à-dire qu'on produit avant de distribuer et ensuite redistribuer.

Le budget de 2016-2017 contient certes des mesures pour soutenir l'activité, mais aucune action forte qui donne un coup d'accélérateur à la machine économique. Celui-ci passe par une ouverture accrue de l'économie mauricienne. Comme l'investissement local stagne, il nous faut plus d'investisseurs étrangers. Pour réussir à diversifier l'économie, nous avons besoin d'expertises et de travailleurs étrangers, faute de compétences locales.

Un budget ne doit pas être simplement un exercice comptable. Il doit donner un sens de direction, d'orientation et de priorité aux acteurs économiques. Or, ce budget pêche par un manque de vision et de stratégie. Il n'y a pas un seul mot sur notre stratégie africaine, pas un seul mot sur notre stratégie d'exportation et pas un seul mot sur notre stratégie touristique dans le sillage du Brexit. La communauté des affaires ne parle que de l'Afrique et du Brexit ces temps-ci.

Le Gouvernement mauricien, lui, préfère se concentrer sur ce que l'éditorialiste Nad Sivaramen appelle des « mesurètes électoralistes ». On a même l'impression que c'est un budget pré-électoral, présenté par un aspirant Premier ministre, et non par un vrai ministre des Finances. Et lorsqu'on voit la timide réaction de Xavier-Luc Duval et la bonne disposition de Paul Bérenger devant ce budget, toutes les spéculations sont permises.

*** Mais Business Mauritius salue « un budget courageux et pro-réformes », faisant ressortir les nombreux projets de fusion de corps para-étatiques...**

Vous savez, du moment qu'on baisse le taux d'intérêt, qu'on déprécie la roupie et qu'on n'augmente pas les taxes directes, tout est beau pour notre secteur privé. Ce dernier applaudit alors tous les budgets sans discernement, quel que soit le ministre des Finances, afin d'être dans ses bons papiers. L'année dernière, Business Mauritius s'est extasié devant « un budget pro-investissement », mais ensuite on n'a pas vu beaucoup d'investissements privés.

J'accueille favorablement la rationalisation annoncée de diverses organisations parapubliques. Je note, cependant, une absence de calendrier. Il faut savoir que le propre d'une rationalisation, c'est de dégager des gains de productivité dans la nouvelle organisation. Y aura-t-il un dégraissage du personnel dans le processus de fusion ? Si l'on garde tous les employés, même ceux qui sont improductifs, rien ne changera dans le fond. Ce ne sera que des réformes cosmétiques. Pire, on crée un mastodonte bureaucratique dont les services seront moins propices aux affaires. On verra bien si le Gouvernement fait preuve de courage dans ces restructurations.

Dans ce budget que ses flatteurs trouvent « bold », je ne vois aucune fermeture de canard boiteux ni aucune privatisation ni aucune réforme de l'Etat-providence. On ne fait que repousser les problèmes en demandant aux organisations publiques en faillite de proposer un plan de redressement financier, et en mettant sur pied un énième comité sur le régime national de pension. Un gouvernement courageux ne devrait pas éviter les réformes qui fâchent, tels que le ciblage social et un marché de travail plus flexible. Sans des réformes structurelles, il sera difficile de booster la croissance économique.

*** Justement, le ministre des Finances, Pravind Jugnauth, a fait une projection de croissance de 4,1% pour l'année financière 2016-2017. Croyez-vous qu'il pourra le réaliser dans le sillage du Brexit ?**

Statistics Mauritius avait prévu, avant le référendum sur le Brexit, que la croissance économique serait de 3,9% cette année. La Banque de Maurice, elle, a estimé, dans le sillage du vote en faveur du Brexit, que le taux serait plutôt de 3,6% en 2016, et qu'il remontera légèrement à

3,8% en 2017. Si on fait une moyenne de ces deux taux, la croissance pour l'année 2016-2017 devrait être de 3,7%. Donc, la prévision du ministre des Finances est trop optimiste.

La Banque de Maurice vient d'abaisser drastiquement le taux directeur par 40 points de base, à peine huit mois après la précédente réduction de 25 points de base. C'est une indication que notre économie va mal. Sinon, la Banque centrale n'aurait eu aucune raison d'assouplir davantage sa politique monétaire. Et en prenant une décision aussi soudaine qu'inattendue, elle a laissé entrevoir des craintes quant à l'impact négatif du Brexit sur notre économie.

Mais ce n'est pas la baisse agressive du taux d'intérêt qui va relancer l'économie. Il faut plutôt enlever tous les obstacles à l'entrepreneuriat et favoriser une culture de productivité et de méritocratie partout, dans le secteur public et dans le secteur privé. C'est ce qui va inspirer la confiance chez tous les agents économiques. Actuellement, pour citer le jeune Jason Soobrayen, « il n'y a pas suffisamment de croissance pour pouvoir créer de l'emploi ».

*** L'emploi, selon AfroBarometer, demeure effectivement la première préoccupation des Mauriciens en 2016. Estimez-vous qu'il va s'améliorer avec la mise en application des mesures budgétaires ?**

Si l'on regarde les chiffres de Statistics Mauritius, il est facile de comprendre pourquoi l'emploi préoccupe tant les Mauriciens. On comptait 528,200 emplois au premier trimestre de 2016, soit 17,400 de moins qu'au quatrième trimestre de 2015 et 900 de moins qu'au premier trimestre de 2015. Entre le dernier trimestre de 2014 et celui de 2015, le nombre de chômeurs a augmenté de 2,600. S'il a toutefois diminué au premier trimestre de 2016 (par 6,800), c'est en raison d'une plus forte réduction de la population active (par 7,700).

Le nombre de jeunes chômeurs (ceux âgés entre 16 et 24 ans) est passé de 16,200 (taux de chômage de 22,2%) en 2011 à 21,200 (26,3%) en 2015. Le discours du budget de 2016-2017 fait mention de 21,400 emplois qui seront créés pour les jeunes. Peut-on réellement croire qu'il n'y aura plus de jeunes chômeurs dans notre pays avec une croissance atone et le problème de « skills mismatch » ?

Le gouvernement cherche à résoudre le chômage en créant de nouveaux emplois dans le secteur public. Il parle de 7,200 postes à remplir. C'est une mauvaise approche, car cela va évidemment gonfler la masse salariale du secteur public et accroître sa dette. On pourrait comprendre si seulement l'Etat recrutait judicieusement. Mais il emploiera encore 900 policiers.

Un jour, un ambassadeur en poste à Maurice m'avait fait part de son étonnement que nos budgets annuels prévoyaient souvent le recrutement de centaines de policiers. Des touristes me disaient aussi qu'ils sont ébahis par le grand nombre de policiers et de chiens errants dans nos rues. Avec une force policière de 14,488 membres, on a un policier pour 9,000 habitants ! Ce n'est pas pour autant que la population se sent plus en sécurité. Mais c'est notre liberté qui est en jeu. Le syndicaliste Naraindranath Gopee s'interroge à juste titre : « Allons-nous vers un Etat policier ? »

Ce sont des emplois privés qu'une économie doit générer afin de croître de façon soutenue. Or, les emplois publics évincent les emplois privés car le gouvernement intervient trop dans l'économie et encourage les gens à trouver un job dans le secteur public. Aujourd'hui, c'est difficile pour une entreprise privée de créer de nouveaux emplois. La preuve est apportée par le Gouvernement lui-même : il va mettre sur pied une agence nationale de l'emploi, symbole suprême du chômage de masse. Un tel organisme n'aurait aucune raison d'exister s'il n'y avait pas un réel problème de chômage. Espérons qu'une telle agence n'empiètera pas sur les politiques d'emploi des entreprises.

*** Au-delà de tous ces grands projets de développement du secteur public et des Smart Cities, des milliers de Mauriciens vivent dans une situation de précarité, ce qui constitue l'exemple classique d'un développement économique à deux vitesses. Le ministre des Finances en a pris note et vient de l'avant avec le 'Marshall Plan Against Poverty'. C'est un effort non-négligeable, n'est-ce pas ?**

J'ai entendu le Plan Marshall contre la pauvreté depuis une quinzaine d'années. Les ministres des Finances qui se sont succédé n'ont jamais pu accoucher d'un tel plan. Des millions de roupies ont été dépensées davantage dans des frais administratifs, des études et des salaires du personnel que dans un recul de la pauvreté.

Maintenant, l'actuel ministre des Finances déclare que c'est lui qui lance « concrètement » le Marshall Plan Against Poverty. C'est un affront fait à ses prédécesseurs et collègues, les ministres Lutchmeenaraidoo et Duval, tout comme la nouvelle approche en matière de Corporate Social Responsibility. Mais reconnaissons que les mesures sociales annoncées sont louables. C'est plus efficace de donner directement des revenus à ceux qui vivent dans la pauvreté absolue à condition que le registre social des bénéficiaires soit transparent et accessible.

Reste que l'argent ne peut pas remplacer la dignité humaine. Il faut aider les plus pauvres à se mettre debout sur leurs pieds. On ne reviendra jamais assez à cette parabole sur l'assistantat, selon laquelle il vaut mieux apprendre à quelqu'un comment pêcher que lui donner un poisson. Que l'Etat lui accorde, gratuitement s'il le faut, une canne à pêche. Mais il est vrai que les poissons se raréfient dans notre mer démontée par la crise économique...

*** Par contre, il semblerait que la classe moyenne, qui connaît des difficultés depuis un certain nombre d'années et qui s'appauvrit même, ne figure pas parmi les préoccupations du ministre. Aurait-il pu faire davantage que le rehaussement du plafond d'exemption à l'impôt sur le revenu ?**

Effectivement, dans son rapport Inclusive growth and shared prosperity in Mauritius, publié en février dernier, la Banque mondiale affirme que de nombreux Mauriciens de la classe moyenne inférieure ont basculé dans la pauvreté. Le pouvoir d'achat des gens de la classe moyenne s'effrite, et de plus en plus de salariés sont assujettis à l'impôt sur le revenu.

Il faut dire que la hausse de seulement Rs 10,000 du seuil d'imposition, soit moins de Rs 800 par mois, est largement insuffisante. L'actuel grand argentier suit en cela ses prédécesseurs, mais il aurait pu faire mieux. De nombreux fonctionnaires qui ne payaient pas d'impôts deviennent maintenant des contribuables, car ils ont obtenu du Pay Research Bureau une hausse salariale annuelle supérieure à Rs 10,000.

De manière générale, si l'on tient compte de la progression salariale et de l'inflation cumulative depuis l'introduction du taux plat de 15% en 2007, les contribuables paient plus d'impôts en termes réels. Les économistes appellent cela « fiscal drag ». Il est vrai que des déductions fiscales ont été réintroduites. Mais la majorité des contribuables n'en sont pas concernés.

Par ailleurs, l'augmentation abusive des taxes sur les boissons alcoolisées et les cigarettes affecte en premier lieu les consommateurs de la

classe moyenne. Ils couperont dans des dépenses essentielles pour la famille afin de satisfaire leurs besoins en alcool et en nicotine. C'est la triste réalité. Cela peut entraîner des problèmes de couple, comme le souligne le syndicaliste Reaz Chuttoo.

Ces produits rapporteront Rs 10 milliards aux caisses de l'Etat. Pourquoi ce sont toujours les buveurs et les fumeurs qui doivent porter un lourd fardeau fiscal ? C'est de la répression fiscale.

*** Finalement, faut-il se rendre à l'évidence qu'en ce qui concerne le « deuxième miracle économique », il va falloir repasser ?**

Evidemment. Le discours du budget de 2016-2017 ne fait pas mention de « deuxième miracle économique ». En revanche, il nous invite à entrer dans « une nouvelle ère de développement ». Mais il ne précise pas en quoi elle consiste.

Abordons deux sujets précis qui me font penser que l'élite économique continuera à profiter le plus du développement. D'abord, ce budget ne donne pas les moyens pour ouvrir la concurrence aux petites et moyennes entreprises. L'éditorialiste de l'hebdomadaire Week-end ne s'y est pas trompé en rappelant ceci : « Trouver des débouchés ici même alors que le système est verrouillé et que les grands groupes s'approvisionnent de pratiquement tout chez eux-mêmes, c'est la chronique d'un échec annoncé pour le petit entrepreneur. »

Ensuite, contrairement à ce qu'on avait fait croire, le développement du pays restera dans la logique immobilière. D'ailleurs, à la bourse de Port Louis, ce sont les valeurs immobilières qui ont grimpé cette semaine. Les amendements qui seront apportés au Property Development Scheme et à la Non-Citizens (Property Restriction) Act stimuleront certainement l'activité immobilière. Mais c'est plutôt dans les secteurs traditionnels qu'il faudra attirer l'investissement direct étranger.

Bref, nous demeurerons dans l'actuelle ère de développement.

Tags: [Eric Ng Ping Cheun Budget Pré-Électoral](#) [Xavier Duval Paul Bérenger Board of Investment Statistics Mauritius Strict Fiscal Discipline Medium Term Macroeconomic Framework National Resilience Fund Build Mauritius Fund Financial Services Commission Business Mauritius Pravind Jugnauth Afrobarometer Smart Cities Marshall Plan Against Poverty](#)

Like

Share

0

Share 0

Send

Tweet

G+

0

G+ Share

0

Share